

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/C-est-le-momentum-au-Chili-pour-un-nouveau-pacte-social>

C'est le momentum au Chili pour un nouveau pacte social

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 25 octobre 2019

Description :

C'est au Chili, en Amérique Latine et dans toutes les sociétés occidentales le momentum pour un nouveau pacte social. ...Alejandra Fuentes-García

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

C'est au Chili, en Amérique Latine et dans toutes les sociétés occidentales le *momentum* pour un nouveau pacte social. El Correo

Nous avons assisté ces derniers temps à l'émergence et au développement (évolution) d'un mouvement transversal dans la société chilienne, qui touche tous les secteurs socioéconomiques, qui est contagieux, massif et diversifié. Parallèlement à ce « mouvement », des actes de vandalisme ont entraîné une destruction grave et irréparable des biens publics, des biens privés ainsi que de la santé et de la qualité de la vie des personnes dans un avenir proche.

La rapidité des événements, la multiplication et la diversification que ce « mouvement » a acquis ont surpris. En outre, la réponse lente et violente du gouvernement, qui n'a pas réussi à canaliser la revendication sociale, et qui a réagi par des mesures qui ont augmenté la vague d'actes violents.

Depuis vendredi 18 octobre 2019, la ville a commencé à se déplacer de manière très « atypique » en raison des problèmes de transport générés par la fermeture du métro (fermé en raison de fraudes massives, à cause de l'augmentation du ticket de métro de Santiago). Et justement, la hausse du ticket du métro de ce transport public est devenue un déclencheur dont bizarrement on avait prévu qu'il allait mettre le feu à cette « explosion sociale » au Chili.

On pourrait dire que cette explosion a créé un élan [*momentum* dans le texte], un de ces tournants que connaissent les sociétés et à partir duquel on peut commencer à « parler » d'un avant et d'un après. Les historiens pourraient bien dire que « le coup militaire de 1973 », « le triomphe du non », « le mouvement pour l'éducation », ainsi que les phénomènes socio-naturels (tremblements de terre, tsunamis, entre autres) ont constitué des moments [*momentums*] marquants du cours de l'histoire de la vie sociale du Chili.

Ce mouvement, ce **#ChileDespertó #ChileSeCanso #ChileDespierta**, est un mouvement par et pour la création d'un nouveau pacte social. La genèse de la création d'un nouveau principe normatif qui devrait nous régir, un pacte social basé sur la justice sociale, la dignité et la solidarité. Ainsi que le respect des droits et de la sécurité sociale.

Un nouveau pacte social qui requiert des mécanismes de participation, de transparence et des mécanismes permanents de protection de l'intégrité des différentes institutions de l'État.

Ce pacte social, cet accord « normatif » doit établir les nouvelles limites de ce que nous considérons juste et digne dans les domaines liés à la santé, à l'éducation, au travail, aux transports et au logement. Nous devons fixer de nouvelles limites à ce que nous considérons comme des conditions de vie équitables et décentes pour les personnes : le montant de leurs retraites, les conditions et la qualité des soins de santé, le type d'éducation reçue, les salaires et les conditions de travail, ainsi que dans la protection et la sécurité en cas de maladie et de fragilité.

Un pacte social qui confronte résolument les inégalités territoriales, les conditions de l'environnement physique dans lequel les gens évoluent, y compris les transports et les espaces publics, sur le territoire où nous vivons. Nous avons de graves et profondes inégalités en termes d'extension des espaces verts, d'éclairage, de sécurité publique, de l'état des rues, qualité et conditions de santé et d'éducation entre les différentes municipalités du pays.

En d'autres termes, nous parlons d'un accord social qui en finisse avec la violence structurelle, avec les abus systématiques et structurels que subissent les personnes au cours de leur vie quotidienne. Pour mettre fin à ces

inégalités, avec cette injustice sociale, nous devons articuler un agenda social dont l'accord porte sur de profondes transformations des valeurs qui régissent nos actions sociales et institutionnelles, ainsi que des garanties et des droits protégés par l'État et de la manière dont celui-ci les protège.

Nous devons créer les bases institutionnelles d'un État et des institutions publiques de qualité, fondées sur la dignité, le respect des personnes et la protection de leurs besoins. Nous devons promouvoir une société civile solidaire et juste.

Nous devons créer les conditions, les pratiques et les sens nécessaires pour redonner confiance dans le service public et à son importance. L'équité sociale, déjà très documentée comme l'un des grands déterminants de la santé des populations, est ce qui nous conduira à guérir en tant que société.

Alejandra Fuentes-García* pour le [diarioUchile](#)

[diarioUchile](#). Santiago, le 24 octobre 2019

***Alejandra Fuentes-García** est à l'école académique de Santé Publique de la Faculté de Médecine de l'Université de Chili.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la Diaspora. Paris, le 25 octobre 2019

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.